

TROIS ANS APRÈS LE DÉBUT DE LA RÉVOLTE

Chaos et paralysie du pouvoir en Libye

Trois ans après le début de la révolte ayant conduit à la chute du régime autoritaire de Mouammar Kadhafi, la Libye est plongée dans le chaos, avec une interminable période de transition, une insécurité atteignant des sommets et des institutions paralysées.

Entre criminalité, règlements de comptes politiques ou idéologiques et affrontements tribaux, les autorités de transition, totalement impuissantes, ne savent plus où donner de la tête.

Et depuis quelques mois, le pays sombre dans l'anarchie et l'incertitude, avec une crise politique et économique sans précédent qui paralyse le pouvoir exécutif et divise le législatif. L'élite politique qui se dispute le pouvoir à Tripoli est incapable de parvenir à un consensus sur le sort du gouvernement d'Ali Zeidan ou sur une nouvelle feuille de route de la période de transition qui devait s'achever initialement le 7 février, après l'adoption d'une Constitution.

Faute d'avancée dans le processus constitutionnel, le Congrès général national (CGN, Parlement) a en effet annoncé début février la prolongation de son mandat jusqu'en décembre 2014, une décision qui divise la classe politique, la population, ainsi que les milices armées.

D'ailleurs, des milliers de Libyens sont descendus dans la rue la semaine dernière et cette semaine pour dénoncer cette décision, estimant que le mandat du Congrès a expiré et appelant à des élections générales

anticipées. Ces manifestations suscitent des craintes d'escalade de la violence, surtout que les principaux protagonistes impliqués dans la crise actuelle sont appuyés par des groupes armés qui n'hésitent pas à menacer de faire parler les armes, pour imposer une décision politique ou exclure des rivaux.

Ces milices, aux différentes motivations et obédiences, sont formées d'ex-rebelles, les «thowar», héros de la révolution libyenne qui ont combattu les forces de Mouammar Kadhafi jusqu'à sa mort le 20 octobre 2011.

La révolte avait débuté à la mi-février 2011 à Benghazi dans l'est du pays par des manifestations sans précédent contre le régime de Kadhafi.

Depuis la chute de Kadhafi, les milices sont considérées comme responsables de l'insécurité ambiante et une entrave au processus de reconstruction de l'Etat.

La situation est d'autant plus compliquée, que le pouvoir exécutif est quasi paralysé en Libye où des députés islamistes ont engagé un bras de fer avec le Premier ministre indépendant Ali Zeidan dont ils réclament la démission. Les islamistes ont, en effet, retiré leurs ministres du



Le Premier ministre libyen, Ali Zeidan.

Photo : DR

gouvernement et bloquent, depuis, l'adoption par le Congrès d'un remaniement proposé par le Premier ministre pour remplacer les ministres démissionnaires.

L'ONU a tiré la sonnette d'alarme, appelant les protagonistes de la crise à tout mettre en oeuvre «pour ne pas attiser les conflits qui pourraient faire sombrer le pays dans l'anarchie et le

chaos». La crise politique actuelle fragilise encore plus la sécurité notamment dans l'est du pays où des membres des services de sécurité ou des juges sont assassinés quasi-quotidiennement. Depuis la chute du régime Kadhafi, la région orientale, fief des islamistes radicaux, est aussi le théâtre de dizaines d'attaques contre des intérêts occi-

dentaux. L'attaque la plus meurtrière avait visé le consulat américain à Benghazi en septembre 2012: l'ambassadeur avait été tué, comme trois autres Américains.

En proie à une hausse de la criminalité, la capitale libyenne n'a pas été épargnée par les violences visant notamment des diplomates et intérêts étrangers, ainsi que des journalistes. Cette insécurité nourrit des incertitudes quant à la tenue des élections d'une Constituante, dont la date avait été finalement fixée au 20 février. Sur le plan économique, ce riche pays pétrolier risque de connaître sa plus grave crise financière, après l'échec des autorités à lever le blocage des terminaux pétroliers dans l'Est qui dure depuis plusieurs mois, privant le pays de son unique source de revenu.

Professeur de sciences politiques, Ahmed Mahmoud, relaye le pessimisme partagé par une grande partie des Libyens durant la période post-révolution, estimant que la population n'a «pas constaté une amélioration du niveau de vie ou une volonté sincère pour mettre fin à l'anarchie qui mine le pays».

«Ces trois dernières années s'ajoutent aux 42 ans de dictature de Mouammar Kadhafi», dit-il, estimant que la «nouvelle Libye est comme un incubateur qui a produit d'autres nouveaux Kadhafi», en allusion aux chefs de guerre qui font la loi dans le pays.

TURQUIE

Adoption d'une loi controversée sur la réforme judiciaire

Le Parlement turc a adopté hier un projet de loi portant sur une réforme judiciaire controversée, présenté par le Parti de la Justice et de Développement (AKP, au pouvoir) dans le sillage d'un scandale de corruption qui secoue le gouvernement depuis décembre dernier.

Le texte a été voté par 210 voix pour contre 28 voix contre lors d'une séance émaillée par des accrochages entre les députés du parti au pouvoir et ceux de l'opposition farouchement opposée à cette loi, déposée en janvier en pleine crise provoquée un scan-

dale politico-financier sans précédent. La loi adoptée permet au gouvernement d'avoir le dernier mot sur le Haut-conseil des juges et procureurs (HSYK), notamment en matière des affectations des magistrats et des décisions du lancement des investigations.

Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé le gel des articles les plus controversés de ce texte qui porte sur une restructuration profonde du HSYK, après plusieurs jours de vives tensions entre la majorité et ses adversaires, qui dénoncent un texte «anticonstitutionnel» à travers lequel l'exécutif compte renforcer son emprise sur l'appareil judiciaire, et ce dans le sillage d'une enquête anticorruption en cours. La discus-

sion de cette loi très contestée à la Grande assemblée nationale (Parlement) a viré à plusieurs reprises à une confrontation directe entre les députés des différents groupes, selon les médias.

L'entourage du chef du gouvernement turc est secoué depuis décembre dernier par une affaire de corruption sans précédent, qui a provoqué la démission de trois ministres et précipité un remaniement ministériel d'envergure qui a concerné près de la moitié des portefeuilles, dont les plus importants sont l'Intérieur et la Justice.

Dans une réponse à ce scandale, le Premier ministre a déclaré une guerre à la hiérarchie policière et l'appareil judiciaire,

accusés d'abriter le noyau dur d'un «complot» contre son gouvernement, décliné par le mouvement Hizmet (service), de Fethullah Gulen, à la tête d'une puissante confrérie islamique qui revendique des millions d'adeptes et des relais influents dans des domaines aussi sensibles que l'économie, les médias, la police, la justice et le système éducatif.

Selon la presse turque, plus de 6 000 responsables de police ont été limogés ou mutés depuis le début de ce scandale politico-financier. L'appareil judiciaire a fait l'objet aussi de vastes opérations de nettoyage avec des centaines de licenciements et de mutations de magistrats, certains à des niveaux élevés.

APS

FRANCE

L'avocat de la famille Ben Barka crie au scandale

L'avocat de la famille de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka, qui sera jugé mardi prochain à Lille (Nord-France) pour «violation du secret professionnel», a affirmé que ce procès vise surtout à le «faire taire».

A travers un tel procès, «on veut essayer de faire taire l'avocat de la famille Ben Barka qui s'exprime publiquement, depuis bientôt 50 ans !», a indiqué M^e Buttin, dans un entretien accordé samedi à l'APS.

Les autorités judiciaires françaises reprochent à l'avocat français d'avoir divulgué des secrets de l'instruction à propos des mandats d'arrêt internationaux lancés contre des «sécuritaires marocains en 2007», qui seraient impliqués dans l'enlèvement, en octobre 1965 à Paris, de l'opposant marocain.

«Je sais que cette plainte émane de Miloud Tounsi alias Chtouki, commissaire de police haut gradé en retraite, complice de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, condamné par contumace le 5 juin 1967 à la réclusion criminelle à perpétuité par la

Cour d'assises de la Seine», a affirmé M^e Buttin, relevant la lenteur de l'appareil judiciaire dans cette affaire.

«La plainte a été déposée sous l'ère Nicolas Sarkozy (ex-Président), elle sera jugée sous l'ère François Hollande (Président actuel) (...).», a-t-il ironisé, rappelant qu'il a été constitué dans cette affaire par la mère de Mehdi Ben Barka, le 31 octobre 1965, alors qu'il était avocat à la Cour d'appel de Rabat.

«J'ai rejoint mes confrères parisiens, constitués par la suite, tous décédés aujourd'hui, pour la première audience du procès Ben Barka, le 6 septembre 1966», a-t-il ajouté, rappelant qu'à la suite de sa plaidoirie, mettant en cause dans cette affaire le roi Hassan II personnellement, il a été interdit de revenir au Maroc.

«Je n'ai pu y retourner que 17

ans après, participant à la délégation française, lors de l'invitation au Maroc, en janvier 1983, du président de la République, François Mitterrand», a précisé l'avocat français, aujourd'hui âgé de 85 ans.

Tout en qualifiant son prochain procès d'«aberration», M^e Buttin a estimé que l'objectif visé est «d'essayer de bloquer la justice, du côté marocain par une non-exécution d'une commission rogatoire, et du côté français, du mandat d'arrêt».

Pour Bachir Ben Barka, le fils aîné de l'opposant marocain, la poursuite à l'encontre de M^e Buttin est le troisième volet d'une suite de procédures qui a débuté en 2007, lorsque le juge Ramaël a lancé des mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de responsables sécuritaires marocains et qui vise l'action de la famille Ben Barka de connaître la vérité sur le sort de Mehdi Ben Barka.

«Il y eut» d'abord une première plainte déposée par Miloud Tounsi, l'un des sécuritaires concernés par

les mandats d'arrêts, qui était plus connu sous le nom de Chtouki lorsqu'il opérait à Paris en octobre 1965 au moment de l'enlèvement.

«La plainte visait Joseph Tual, journaliste à France 3, qui a beaucoup travaillé sur le dossier et l'a même fait progresser», a-t-il expliqué, rappelant que Miloud Tounsi avait perdu son procès.

S'en est suivie, a ajouté le président de l'Institut Ben Barka-Mémoire Vivante, une «tentative (vaine) de déstabilisation du juge Ramaël par sa hiérarchie, toujours suite au lancement de ces mandats».

Pour lui, le travail que fait M^e Buttin depuis des dizaines d'années pour aider l'action des juges d'instruction et pour essayer de «lever les obstacles politiques semble gêner aujourd'hui ceux qui protègent les criminels qui ont enlevé, puis assassiné son père il y a bientôt cinquante ans». «C'est la seule explication que je donne à cet acharnement juridique et à cette obstination politique d'en-

traver l'action de la justice», a-t-il opiné, regrettant que «seules les raisons d'Etat françaises et marocaines ont permis aux responsables du crime de rester impunis et la vérité inconnue».

Vendredi, des associations et des organisations de défense des droits de l'Homme activant en France se sont déclarées, dans un communiqué commun, «scandalisées» d'apprendre que l'avocat de la famille Ben Barka, M^e Maurice Buttin, sera jugé pour «violation du secret professionnel».

Elles ont affirmé «constater, qu'au lieu d'agir dans le sens de la levée des blocages pour favoriser la manifestation de la vérité sur le sort de la disparition de Mehdi Ben Barka, les autorités judiciaires françaises n'ont mieux trouvé que de poursuivre en justice le plus ancien avocat de la famille Ben Barka qui prend en charge l'affaire depuis 50 ans».

APS